

# RÉSISTANCE SOCIALE

" La République sera sociale ou ne sera pas ! " J. Jaurès

## NUMERO SPECIAL VENDEMIAIRES !

### KESAKO RÉSO ?

*RÉSistance SOciale (RÉSO) est une association loi 1901 créée en 2003*

Sa marraine était Lucie Aubrac. Nous souhaitons rassembler les femmes et les hommes de progrès désireux d'agir dans le monde du travail pour sensibiliser l'ensemble des citoyens à la nécessité de la mise en oeuvre d'une politique fondée sur la justice sociale, la défense et le développement des services publics, l'amélioration des conditions de vie et de travail et l'amplification des droits individuels et collectifs des salariés et de leurs familles.

Les fondateurs sont issus principalement du milieu syndical (CGT, FO, UNSA, Solidaires, CFTC et CFDT), politique de gauche et associatif. Ils ont en commun leur engagement sincère.

Nous souhaitons permettre la rencontre des cadres intermédiaires et des militants qui essaient d'oeuvrer dans leurs organisations respectives, qu'elles soient syndicales, associatives ou politiques, à l'avènement d'une République sociale.

Nous avons trop vu, dans notre vie militante, des politiques mépriser les syndicalistes et vice-versa. Nous avons trop vu de personnes baisser les bras devant le rouleau compresseur libéral. Nous avons trop vu les logiques d'appareil ou d'organisation prendre le pas sur la raison et le fond du débat.

Nous ne sommes, bien sûr, pas d'accord sur tout. Mais nous sommes tous persuadés de la possibilité et de la nécessité de débattre et d'agir ensemble dans le respect mutuel, sans enjeux de pouvoir ou d'appareil.

C'est ce lieu de débat et d'action pour la convergence qu'offre RÉSO.



## RÉSistance SOciale

&



CONVERGENCE SERVICES PUBLICS  
INDRE-ET-LOIRE

Vous invitent à participer aux « 8<sup>èmes</sup> Vendémiaires »

« LA CRISE : COMMENT S'EN SORTIR ? »

Samedi 20 novembre 2010  
de 9h30 à 17h30

Hôtel de Ville de Tours (37)  
Salle Anatole France - Place Jean Jaurès

(Programme complet en page 2)



Convergence Nationale  
des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics

### ET LA CONVERGENCE ?

**La Convergence de Défense et Développement des services publics d'Indre-et-Loire a été créée le 16 novembre 2007**

Elle rassemble des syndicats, des associations, des organisations politiques et des citoyens qui considèrent que le service public doit être au cœur d'un projet de société solidaire, assurant les droits de tous, sur l'ensemble du territoire et dans l'égalité de traitement.

La création de la Convergence 37 participe à l'action de la Convergence nationale issue de la manifestation de Guéret du 5 mars 2005. Le rôle de la Convergence nationale est de fédérer l'action des différents collectifs et comités de luttes départementaux ou locaux.

La Convergence 37 a été à l'initiative de multiples réunions publiques et campagnes. Il s'agit en particulier, dans le domaine de la santé, de la participation aux actions contre les franchises médicales. En 2009, elle a animé l'action contre la privatisation de la Poste.

Elle a participé à la campagne contre la réforme Sarkozy des retraites avec un débat public à Tours auquel ont participé l'intersyndicale, les élus et forces politiques, les collectifs locaux.

Elle participe également à la campagne des Etats généraux en animant des débats publics sur l'eau, les transports, la réforme des collectivités territoriales.



## PROGRAMME DES VENDEMIAIRES

*Accueil à partir de 9h30*

### *Début des débats 10 heures précises*

**1<sup>ère</sup> table ronde (10 h – 12 h 30)** animée par **Jean-Claude Chailley** (SG de Résistance Sociale) et **Luis Lopez** (Convergence Services Publics Indre-et-Loire)

Avec : **Bernard Cassen** (Le Monde Diplomatique, SG « Mémoire des Luttés »), **Françoise Castex** (députée européenne PS), **Bernard Defaix** (président de la Convergence nationale des services publics), **Denis Durand** (CD de l'AMF, SG de l'Assemblée des maires du Cher, maire MRC de Bengy-sur-Craon), **Jacques Duron** (UNSA), **Gérard Filoche** (co-animateur des collectifs unitaires retraites, PS), **Vincent Martinez** (FSU 37), **Maurice Rouzier** (Front citoyen du Chinois), **Solidaires**

### *Agir ensemble, converger, une question au cœur des luttes de cet automne*

Face aux dégâts engendrés par le capitalisme, chômage, inégalités croissantes, démantèlement des biens publics, casse des acquis sociaux, (retraite, Code du travail, ...), des luttes pour résister et créer un rapport de forces. Quel bilan ? Des difficultés mais aussi l'espoir, du chemin défriché pour rassembler, ouvrir la voie à une véritable alternative.

**2<sup>ème</sup> table ronde (14 h 00 – 17 h 30)** animée par **Patrick Hallinger** (SN UGFF-CGT et Convergence Services Publics Indre-et-Loire) et **Michel Jallamion** (porte-parole de RÉSO, animateur CDDSP Paris-IDF)

Avec : **Patrice Bessac** (porte-parole national PCF), **Jacques Cossart** (économiste, ATTAC), **Claude Debons** (Secrétaire national du PG), **Yseline Fourtic** (UNL), **Liem Hoang Ngoc** (économiste, député européen PS), **Lolitat Hubert** (responsable UNEF), **Claude Nicolet** (membre du Bureau national MRC), **Évelyne Rossignol** (secrétaire du syndicat CGT du Conseil général 37)

### *Comment construire l'alternative ?*

Quelles politiques publiques alternatives, quel rôle pour les collectivités territoriales, l'État ? Quelle construction européenne ? Quels rôles pour les citoyens, leurs organisations, leurs représentants ?

**En présence de** (liste non complète) :

**Marie-France Beauvils** (sénatrice, maire de Saint-Pierre-des-Corps), **Jean Brafman** (SN FASE), **Jean Desessard** (sénateur, Europe Ecologie-Les Verts), **Lucien Jallamion** (SG République et Socialisme), **Jacques Nikonoff** (président du M'PEP), **Bruno Ollivier** (Politis) **et de représentants de Gauche Unitaire, ...**

## TEXTE INTRODUCTIF AU DÉBAT

Ces Vendémiaires se tiennent au cœur d'un mouvement social d'une ampleur exceptionnelle qui, quelle que soit l'issue de la réforme des retraites, porte fondamentalement l'exigence d'une autre politique publique au service de tous et non dans l'intérêt des plus riches.

Il s'agit de répondre aux revendications sociales élémentaires pour assurer les droits fondamentaux de tous, des droits d'ailleurs solennellement inscrits dans la Constitution, et bafoués aujourd'hui, comme le droit au travail, à la santé, ou, dans la loi, comme le droit au transport ou le droit au logement.

Il s'agit dans le même temps de promouvoir un nouveau mode de production respectueux de la condition humaine - c'est-à-dire compatible avec l'aspiration à l'émancipation individuelle, avec des conditions de vie dignes, dans le respect de l'intégrité physique, morale, psychique de chacun, et aussi de notre cadre de vie. L'économie doit être au service de l'Homme et non l'inverse.

La mobilisation des salariés, la convergence des forces syndicales, associatives, politiques, l'appropriation du débat, la démocratisation et l'intervention citoyenne sont le levier et le moteur de la construction d'une réelle alternative.

### Un mouvement social de grande ampleur



Le mouvement social de cet automne n'est pas sans rappeler d'autres moments forts auxquels il est lié : 1995, 2003, pour ne citer que ceux-ci.

Ces luttes ont lieu dans le contexte de la mondialisation libérale que l'on tente de nous imposer avec la dictature du marché.

# TEXTE INTRODUCTIF AU DÉBAT

La course aux profits spéculatifs a pris une nouvelle dimension. La répartition des richesses se fait toujours plus en faveur des plus fortunés. Dans tous les États, des mesures fiscales ont été prises en ce sens. Ces dispositions ont été présentées comme devant être profitables à tous grâce à la « main invisible du marché ». Dans les faits, la course aux profits spéculatifs a conduit à la crise financière de ces dernières années. Les États ont dû mettre des centaines de milliards d'euros publics pour éviter le crash des banques. Ainsi une large partie de l'endettement public actuel est liée à la crise.

En dehors du fait qu'il est curieux que ceux qui vantent la privatisation du système bancaire trouvent tout à fait normal que l'argent public soit là pour couvrir les risques pris pour permettre des bénéfices exorbitants à leurs actionnaires et à leurs richissimes clients, on aurait pu espérer qu'en contrepartie, les banques et les spéculateurs fassent profil bas. C'est le contraire qui se produit : on assiste à la tentative d'instaurer une mise sous tutelle financière des États et des peuples par l'entremise des agences de notations et des institutions internationales comme le FMI ou la Commission européenne.

Résultat : les États, même ceux dirigés par des gouvernements de gauche, plutôt que de lutter contre les causes de la crise et notamment la mondialisation libérale, ont quasiment tous adopté les mêmes mesures définies au niveau européen : restriction du pouvoir d'achat, recul de l'âge de départ en retraite, gel des salaires des fonctionnaires, diminution des retraites, privatisation des services publics...

Le capitalisme, dans la phase actuelle de financiarisation de toutes les activités sociales, n'a pas seulement conduit à la crise gigantesque que l'on connaît.

Il a montré son vrai visage : il cumule les plus-values boursières et s'accapare une grande partie de la production des salariés lorsque tout va bien. Il exige que les salariés payent lorsque tout va mal. Il tente de trouver des boucs émissaires (Madoff, Kerviel) afin de dissimuler un développement qui ne peut se faire qu'au détriment du bien-être de tous, des conditions de vie, des droits individuels et collectifs, et qui entraîne l'augmentation du fossé entre riches et pauvres et entre pays riches et pays pauvres. Il empêche toute émergence de nouveaux modes de développement qui remettraient l'Homme au cœur d'un système. Il saccage les ressources naturelles et se montre incapable de prévoir leur gestion et leur remplacement sur le long terme. Obnubilé par la rentabilité immédiate, il en oublie jusqu'aux enjeux climatiques et leurs conséquences économiques et humaines. Notre savoir, notre histoire, nos modes de vie et de bien-être lui sont indifférents.

« *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée l'orage.* » Cette citation de Jean Jaurès est toujours d'actualité. Pour imposer sa domination ou la préserver, le capitalisme est une source permanente de nouveaux conflits dont on ne voit plus l'issue. Les guerres au Moyen-Orient en sont un parfait exemple. Elles perdurent et se développent pour garantir aux puissances dominantes le

contrôle des sources d'approvisionnement énergétiques.

## Les peuples ne se laissent pas faire

La montée des luttes en France, comme en Grèce, en Espagne, ou dans d'autres pays d'Europe, contre les plans d'austérité montre que les peuples ne veulent plus de cette logique libérale.



Cela a amené la Confédération européenne des Syndicats à appeler le 29 septembre dernier, tout comme le Forum Social Européen d'Istanbul, à une journée d'action européenne sur le thème : « ce n'est pas aux salariés de payer la crise, il faut une autre politique en Europe pour développer l'emploi, promouvoir les services publics ».

Ainsi, l'exigence d'autres politiques publiques à tous les niveaux et la montée de la revendication de politiques alternatives s'attaquant aux enjeux auxquels l'humanité est confrontée sont à l'ordre du jour.

## L'exigence d'un nouveau partage des richesses



On nous dit qu'il n'y a pas d'argent, mais ceux qui portent ce discours défendent les intérêts de milliardaires qui, comme Liliane Bettencourt, ne connaissent parfois même plus l'ampleur de leur patrimoine. Un nouveau partage des richesses doit devenir une exigence sociale grandissante pour que ne subsiste plus, d'un côté, une minorité de ploutocrates dont l'objectif est l'accumulation de toujours plus de richesses, et, de l'autre, des millions de gens qui



# TEXTE INTRODUCTIF AU DÉBAT

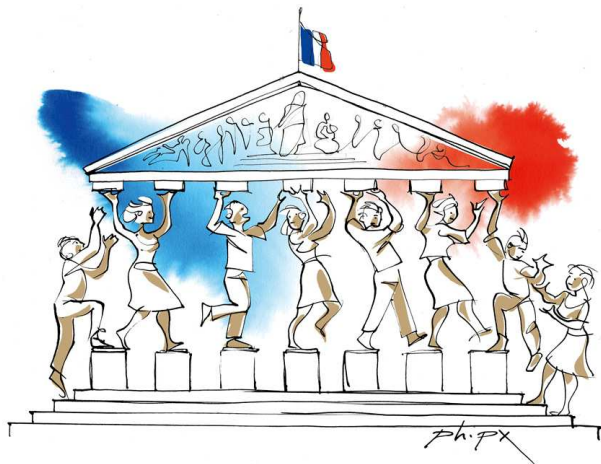
voient leur travail se précariser, ont des difficultés à accéder à un logement et à pouvoir vivre dignement, voire vivent sous le seuil de pauvreté.

Le remède se trouve dans l'augmentation des salaires (la part des salaires dans la valeur ajoutée a perdu environ 8 points) et la création d'emplois, notamment d'emplois industriels. La « tertiarisation » de l'économie a montré ses limites.

## L'intervention citoyenne au centre

Les questions qui concernent tous les citoyens doivent pouvoir être débattues par tous. La situation aujourd'hui est le fait du prince. L'élection du président de la République serait la justification en elle-même du contenu des politiques engagées, quand bien même le candidat aurait juré le contraire pour se faire élire. Ainsi l'actuel président avait juré de ne pas toucher au droit à la retraite à 60 ans, de ne pas privatiser EDF-GDF, etc.

Dans les autres pays d'Europe, on assiste au même mépris du peuple. Les Irlandais, les Danois ont ainsi été appelés plusieurs fois aux urnes par leurs dirigeants jusqu'à ce qu'ils se déjugent en ce qui concerne la ratification du traité de Lisbonne.



Les décisions se prennent à un niveau de plus en plus éloigné du citoyen comme du salarié, rendant plus difficile l'intervention de ces derniers.

Tout semble fait pour ligoter le citoyen, l'empêcher de revendiquer sa part de souveraineté. Il devrait accepter de se voir ainsi déposséder de ses prérogatives au profit d'une prétendue « élite » qui posséderait le savoir.

Des formes particulières de discrimination visent les femmes pour l'accès aux postes de responsabilité dans l'entreprise comme dans la vie publique. Il en est de même d'autres catégories de citoyens, les privés d'emploi, de logement, les habitants de zones dites « sensibles », les femmes célibataires, les immigrés, les sans-papiers, ... L'action contre ces discriminations doit être une revendication forte portée par tous car, au-delà de l'humanisme au cœur de notre révolte, cette précarisation

entraîne une pressurisation supplémentaire sur l'ensemble des salariés de notre pays.

Nous devons dénoncer cette situation et agir pour la modifier en profondeur

Le sentiment de ne pas peser réellement dans les choix explique en partie l'accroissement de l'abstention lors des élections.

Au-delà, la distorsion entre la réalité sociologique de la société française et ses représentations (institutionnelles, politiques, mais aussi sociales malgré d'incontestables efforts) n'est sans doute pas étrangère à ce qu'il est convenu d'appeler la coupure entre le peuple et les élites.

C'est dans ces conditions qu'intervient la mise en œuvre des politiques les plus antisociales, à l'opposé de ce que souhaitent massivement nos concitoyens.

## Résister, agir ensemble

Face à cette situation, les salariés et les citoyens tentent de s'organiser. Nous assistons ainsi de partout à la multiplication de collectifs d'organisations, de luttes communes, de débats entre militants et organisations comme à la volonté d'unir les forces

Résistance Sociale, dont la marraine était Lucie AUBRAC, s'est ainsi créée dès 2003 avec la volonté d'être la première plate-forme de rencontres et de discussions entre militants et responsables syndicaux, politiques, associatifs. A cette époque les cloisonnements entre organisations, entre types d'organisations et entre groupes au sein des organisations avaient atteint leur paroxysme, rendant extrêmement compliqués toute création d'un véritable rapport de force, tout débat sincère.

A partir de 2004, des luttes initiées au départ par les élus contre la fermeture des services publics, comme en Creuse, en Charente ou en Bretagne s'élargissent. Des collectifs de défense et développement des services publics rassemblant des usagers, des élus, des organisations syndicales, politiques et associatives se créent.



# TEXTE INTRODUCTIF AU DÉBAT

Le 6 mars 2005 a lieu la grande manifestation de Guéret. La Convergence nationale des collectifs de défense et de développement des services publics se créera peu de temps après.

Le 19 novembre 2005, une manifestation nationale pour les services publics réunit 25 000 personnes à Paris.

Le 10 mars 2007 se tiennent les États généraux des Services Publics salle Olympe de Gouges à Paris. Ceux-ci réunissent plus de 600 personnes et valident un Manifeste pour les services publics.

Dans le domaine de la santé, la création du Comité national contre les franchises et de la Coordination nationale des hôpitaux et maternités de proximité ont permis de mener l'action pour le droit à la santé pour tous, contre les franchises, et la mise en œuvre de la loi Bachelot, dont ils demandent l'abrogation.

Ils ont aussi été à l'origine de fortes mobilisations des salariés, des syndicats, des associations, des partis, des élus et des citoyens pour défendre les hôpitaux et maternité de proximité obtenant des réussites. Ils ont ainsi empêché la fermeture de l'hôpital de Carhaix en Bretagne, de St Affrique à deux reprises dans l'Aveyron. La fermeture de Valréas dans le Vaucluse a été suspendue après que la coordination ait réussi à faire condamner la décision de fermeture par le Conseil d'État, la maternité de Die dans la Drôme a été prolongée...

Au cours de l'été 2010, après l'annonce de la volonté du ministre de la Santé de fermer les centres chirurgicaux de moins de 1 500 opérations dans l'année, tous les élus de la Creuse se mobilisent contre la fermeture de leur seul centre de radiologie. Le ministre est contraint de reporter le projet. Certes le projet n'est pas abandonné, mais la mobilisation a montré la possibilité d'imposer d'autres choix que ceux imposés d'en haut par la seule logique financière.



En 2009, l'un des grands événements a été la votation citoyenne sur la Poste, à l'appel du Comité national contre la privatisation de la Poste, composé d'organisations syndicales, des partis politiques de gauche et d'associations.

En quelques semaines, 2,2 millions de personnes se sont exprimées, en mettant un bulletin de vote dans une urne et en signant un registre, contre la privatisation de la Poste et pour l'organisation, d'un référendum. Des centaines de

communes de toutes sensibilités ont participé à cet exercice démocratique exceptionnel. Cela n'a certes pas empêché le président de la République de transformer la Poste en société anonyme, mais ils n'ont pu aller jusqu'à présent au bout du processus, le capital restant 100 % public.

A l'automne 2010, plus de 70 % des Français se déclarent opposés à la mise en cause du droit à la retraite à 60 ans et à la réforme des retraites et cela alors même que tous les moyens d'État et la plupart des médias ont été mobilisés pour convaincre l'opinion du contraire...



D'ailleurs si les décrets d'application de la soi-disant réforme des retraites étaient pris, une augmentation considérable des «économiquement faibles» se produirait, notamment des femmes, à qui le parcours rémunéré de temps de travail (assez souvent dépassant 35-40 années de travail «visibles» et «invisibles») ne permettrait pas d'attendre 62 et encore moins 67 ans pour être en retraite à taux plein ! Ces salarié(e)s risqueraient ainsi d'être de plus en plus nombreux(ses) dans les décennies prochaines à n'avoir ni la santé, ni les moyens de salaires suffisants pour s'acquitter soit d'un emploi, soit d'une décote jusqu'à 62, 65, 67 ans !!! Ce serait un retour à la précarité «à vie» de leurs grands-parents, que le gouvernement, issu en 1945-47 du Conseil National de la Résistance, avait rendu à une vie normale, une vie décente, en instituant la juste retraite par répartition, légale à 60 ans.

Il est donc urgent de poursuivre une résistance sociale pour mettre en chantier un projet de société, fondée sur une visée principale : l'emploi durable, condition majeure de la remise en équilibre des retraites par répartition.

Malgré ces exemples qui montrent le chemin parcouru, beaucoup reste encore à faire ...

## Travailler dès maintenant à construire une autre démarche

La première question, à laquelle nous devons tenter de répondre lors de nos 8èmes Vendémiaires, est donc de savoir comment parvenir à unifier les luttes pour créer un véritable rapport de force pérenne, afin que celui-ci puisse avoir un débouché positif.

Plus que jamais, l'heure est à l'esprit de résistance contre la destruction des acquis collectifs, la retraite à 60 ans, la Sécurité sociale, le Code du travail et le statut général des fonctionnaires, les 35 heures, etc.



# TEXTE INTRODUCTIF AU DÉBAT

Plus que jamais, l'heure est à la défense et au développement des services publics, qui doivent rester publics et accessibles à tous : les bureaux de poste, l'école, le collège, l'hôpital, l'université, les transports collectifs...



Plus que jamais, il doit être mis fin au désengagement de l'État qui doit être le garant des droits et solidarités au niveau national et dans tous les territoires.

Cet esprit de résistance ne signifie en aucun cas camper sur l'existant. Ce sont les Résistants de la dernière guerre qui ont construit les bases de la Sécurité sociale, des nationalisations, des statuts de la fonction publique,... Il s'agit aujourd'hui d'ouvrir une page nouvelle de notre histoire, en reprenant la marche du progrès social.

## L'action de tous est nécessaire

### ► En tant que salariés

- **du privé**, nous devons agir pour que cesse la destruction du Code du travail et obtenir des garanties et des avancées sociales nouvelles, mais aussi obtenir le renforcement du rôle des comités d'entreprise. Des droits nouveaux doivent être conquis que ce soit dans notre dimension de citoyen comme de salarié : il faut se poser sérieusement la question de nouveaux droits qui nous permettraient en tant que citoyen d'être véritablement partie prenante des choix de politiques économiques et dans notre dimension de salarié de nouvelles possibilités d'interventions afin que nous puissions peser sur les décisions de notre entreprise, ce qui nous concerne au premier chef. Compte tenu de la diversité des statuts d'entreprise, les salariés doivent pouvoir défendre l'utilité économique de leur activité et leur contribution à l'intérêt collectif. Ils sont de même bien placés pour souligner combien est nécessaire et propice au développement des entreprises l'environnement de services publics et l'exercice de politiques publiques.

- **du public, en tant qu'agents ou fonctionnaires des administrations et des différents services publics**, nous devons nous battre pour préserver nos statuts et obtenir leur renforcement afin de nous permettre de servir réellement l'intérêt général. Nous devons refuser que le « spoil system » à l'américaine, qui transforme les personnels et les responsables des administrations en agents électoraux du parti au pouvoir, ne se généralise. Nous devons défendre le statut de la fonction publique et obtenir son amélioration pour garantir l'indépendance des agents et fonctionnaires publics.

► **En tant qu'élus**, nous devons prendre nos responsabilités et ne pas prendre prétexte d'oukazes européennes ou du gouvernement en place pour justifier une quelconque inertie, une quelconque acceptation car il nous reste encore des pouvoirs suffisants pour impulser des alternatives économiques et sociales aux choix actuels et garantir, par une politique d'aménagement du territoire et de péréquations financières, l'assurance d'une égalité territoriale.

C'est aussi à nous qu'appartient la décision d'ouvrir ou de fermer les services publics. L'action des élus de la Creuse montre un chemin, celui d'exiger l'alternative possible d'un autre choix que la gestion libérale qu'on veut nous imposer.

Les collectivités locales peuvent sans attendre engager des politiques nouvelles, même à un niveau modeste, agir pour la réappropriation de secteurs privatisés, comme l'eau, créer de nouveaux services publics en réponse aux besoins (par exemple pour la petite enfance, pour les personnes âgées...), améliorer en permanence ceux qui existent.



Nous devons populariser et faire connaître ces actes qui donnent du sens à l'action publique et préparent l'avenir. Nous devons être aux côtés de tous ceux qui se battent pour sauver les services publics, pour rappeler qu'en république, seul le peuple est souverain et que nous ne sommes que ses représentants.

► **En tant que citoyens**, nous devons agir pour être informés, consultés et pouvoir donner notre avis mais également être décideurs des axes politiques majeurs. Cela suppose des droits nouveaux d'intervention à tous les niveaux : dans la commune, l'intercommunalité, le

# TEXTE INTRODUCTIF AU DÉBAT

département, la région, ou, au niveau national, par la voie référendaire.

Des instances existent déjà sur le papier, ainsi les Commissions départementales et nationales des services publics, mais le gouvernement refuse de les faire vivre et de leur donner les moyens de fonctionnement.

De nouveaux outils doivent être mis en place, associant les représentants de l'État, les élus, les représentants des salariés et des usagers. Ces commissions doivent permettre l'expression des besoins, et être consultées obligatoirement sur l'organisation et l'activité des services publics, les décisions finales étant de la compétence d'assemblées élues.

Nous devons nous poser la question, en tant que citoyens, des modalités nécessaires pour le rétablissement du lien entre volonté du peuple et les décisions politiques prises.

Ainsi aucune modification profonde de notre environnement social et économique comme la Sécurité sociale, les retraites, le temps de travail,... ne devraient être possibles sans débat public, voire consultation directe.

## Le besoin de politiques publiques alternatives

Il faut s'interroger sur la société que nous voulons mettre en œuvre.

- Quelle place pour les acteurs sociaux, les citoyens, les salariés, les élus, dans la définition des politiques publiques ? Quelle nouvelle répartition des richesses pour les financer ? Comment promouvoir des politiques publiques au service du plein emploi et du développement des territoires ?

- Comment articuler l'action de l'État et celle des collectivités territoriales ?

- Faut-il à nouveau nationaliser les services publics et certains secteurs stratégiques ? Ne devrait-il pas y avoir des limites fortement restrictives pour les délégations de gestion de missions publiques ?

- Comment lutter efficacement contre les délocalisations ? Faut-il mettre en place une autre construction européenne et, si oui, comment y parvenir ?

Ainsi en matière de nationalisation: il faut bien sûr tirer les leçons de l'échec des nationalisations de 81 qui ont été gérées selon les critères du secteur privé. De même, la loi de démocratisation du secteur public a montré ses limites.

Il semble nécessaire aussi de prévoir un contrôle démocratique des outils publics et d'en fixer les modalités (par les élus ? par les citoyens ? par les usagers ? Et selon quelle représentation ?). La question est également celle du besoin de nouveaux critères de gestion incluant la responsabilité sociale des entreprises, publiques et privées, dans les territoires

## La place des services publics en France, en Europe, dans le monde

Le service public et l'impôt direct progressif sont les formes les plus achevées de la solidarité nationale.

Dans notre pays, la votation citoyenne contre la privatisation de la Poste comme les actions pour la défense des services publics de proximité (bureaux de poste, hôpitaux, gares, ...) sont régulièrement soutenues par une majorité des citoyens concernés. Cela montre l'attachement de nos concitoyens aux services publics, et à l'égalité des droits de tous.



L'Europe ne reconnaît toujours pas clairement les services publics. La conception des «SIEG», ou «SIG» européens n'est pas la même que celle du service public «à la française». Là où les premiers ne sont que des services collectifs minimum susceptibles d'être gérés par des entreprises privées, le second est un service obligatoirement géré par une collectivité ou une entreprise publique avec pour seul but l'intérêt général.

La création de vrais services publics en Europe doit devenir une revendication forte facilitant la voie des coopérations, par exemple dans le domaine des transports, de l'énergie, des banques, de la poste et des télécommunications,...

Les mêmes questions sont posées au plan mondial pour les politiques publiques : est-il normal que le FMI et l'OMC soient orientés essentiellement dans le sens de la marchandisation de toutes les activités humaines ? Peut-on les réformer ? Sur quelles bases ? Quel devrait être leur rôle, ou comment peut-on lutter contre leur volonté ? Ne peut-on pas développer des politiques publiques de coopération avec les pays luttant contre ces instances à l'exemple de ce qui vient de se faire en Amérique latine ?

En attendant, il est indispensable de lutter pour garder et développer « nos » services publics à la française et de s'opposer à toute pression libérale relayée par les instances européennes et mondiales pour les détruire.

# TEXTE INTRODUCTIF AU DÉBAT

En 2009, le président de la région Provence- Alpes- Côte d'azur, Michel Vauzelle, avait été à l'origine d'une pétition pour inscrire les services publics dans la Constitution.

Certes, le préambule de la Constitution de 1958 en parle mais cela est sujet à interprétation, car ils n'y sont pas définis...

Cette pétition avait recueilli plus de 200 000 signatures.

Nous ne devons pas nous empêcher de nous interroger sur une des dispositions du Traité de Lisbonne qui ouvre le droit à pétition. Celle-ci devrait recueillir au moins un

million de signatures et dépend du bon vouloir de la Commission.

Une telle pétition ne peut-elle pas permettre aux forces sociales de porter un grand débat public, en France comme dans toute l'Europe, sur l'exigence de nouvelles politiques publiques, notamment les services publics ?

Toutes ces pistes doivent être explorées afin que les services publics soient enfin reconnus comme un moteur central d'une économie au service du progrès social.

*Nous ne pourrions sans doute aborder tous ces sujets lors de ces huitièmes Vendémiaires. Celles-ci doivent pourtant nous permettre de répondre à certaines questions, et d'amorcer des débats qu'il restera à enrichir par une confrontation continue entre tous, citoyens, militants des syndicats, des partis, des associations.*



**VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION,  
ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!**

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de RESO, association loi 1901

**Siège social :**

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

**Site Internet :** [www.resistancesociale.fr](http://www.resistancesociale.fr)  
Courriel : [webmaster@resistancesociale.fr](mailto:webmaster@resistancesociale.fr)

Présidente de RESO et directrice de la publication :  
**Marinette BACHE**

NOM ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....

.....

TEL : ..... Portable : .....

E-mail : .....

- J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros  
 Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros  
 Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi ..... exemplaires par envoi.

**À retourner à :** RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)